

Invitation à la 6e rencontre de socialistes et de syndicalistes
Samedi 22 novembre 2008 de 11h00 à 16h00
Restaurant Mappamondo, Länggassstrasse 44, 3012 Bern

Pour la défense des salaires, des conventions collectives, des protections inscrites dans la loi sur les marchés publics,

Y a-t-il une autre issue que de dire non à l'accord sur la « libre circulation des personnes » ?

La 5e rencontre de socialistes et de syndicalistes qui s'est tenue le 17 mai à Neuchâtel avait adopté un appel aux élus du PSS aux Chambres fédérales, aux dirigeants du PSS et de l'USS, qui posait la question suivante : « Y a-t-il une autre issue que de dire non à l'accord sur la libre circulation des personnes ? »

Une délégation des signataires a été reçue par plusieurs conseillers nationaux socialistes à Berne. L'USS n'a pas jugé utile de rencontrer une délégation des signataires, considérant qu'il n'était pas possible de modifier la prise de position de l'assemblée des délégués du 16 juin.

Le groupe parlementaire PS a voté la prorogation de l'accord sur la libre circulation des personnes. L'assemblée des délégués du 16 juin a affirmé que l'USS ne lancerait pas, ni ne soutiendrait le lancement d'un référendum contre la reconduction de l'accord sur la libre circulation des personnes. Elle a toutefois réservé sa position sur une éventuelle consigne de vote en cas d'aboutissement d'un référendum.

La 5e rencontre avait aussi pris connaissance de la tenue d'une conférence ouvrière à Stockholm les 24 et 25 mai « pour le retrait des arrêts Viking, Laval, Ruffert, de la Cour européenne de justice ».

Cette conférence, organisée par l'Entente européenne des travailleurs et par des syndicats suédois a réuni des syndicalistes et des militants ouvriers de Belgique, d'Allemagne, du Danemark, d'Espagne, de France, de Grande-Bretagne, de Norvège et de Suède. Un appel a été adopté et une délégation auprès de la Commission européenne a été reçue le 12 septembre à Bruxelles.

Les membres de la délégation se sont constitués en comité d'organisation d'une Conférence ouvrière européenne en février 2009.

Nous proposons de tenir une 6e rencontre de socialistes et de syndicalistes le 22 novembre à Berne.

Si le groupe socialiste aux Chambres fédérales a voté la reconduction de l'accord sur la libre circulation des personnes, si l'USS a renoncé à lancer le référendum contre cet accord, les faits ne démontrent-ils pas qu'il n'y a pas d'autre issue pour défendre les salaires, les CCT, et les acquis des travailleurs que de dénoncer l'accord sur la libre circulation des personnes ?

Dans un document daté du 21 août, l'USS affirme : « Ces derniers mois, la Cour européenne de justice (CEJ) a rendu une série de jugements (Laval, Viking, Ruffert et Luxembourg) qui restreignent fortement les droits nationaux des travailleurs et travailleuses quant à leur application. Se référant aux cinq libertés fondamentales de l'Union européenne (UE), la CEJ a considérablement limité l'application des conventions collectives de travail (CCT), le recours

aux mesures de lutttes syndicales ainsi que les possibilités de contrôle des inspecteurs du travail ».

C'est ainsi que dans nos syndicats, en particulier dans les services publics (Rail et Poste), mais aussi dans la construction et dans l'industrie, de plus en plus de voix s'élèvent pour attester du souhait des travailleurs de pouvoir contrer dans les urnes la reconduction des accords sur la libre circulation des personnes. Il s'agit ni plus ni moins d'exprimer à l'unisson avec les travailleurs français, hollandais et irlandais un NON sans appel à la politique de dumping salarial et social impulsée et coordonnée par l'UE.

Que faire ?

Nous vous proposons de débattre des questions suivantes :

- Est-il possible de défendre les salaires, les CCT, la loi sur les marchés publics sans dénoncer l'accord sur la libre circulation des personnes?
- Comment combattre pour la victoire du non lors du référendum ? Comment regrouper et organiser les syndicalistes et les militants du PS qui veulent agir pour que leurs organisations s'engagent en faveur du non ?
- Comment regrouper et organiser les syndicalistes et les militants du PS qui veulent combattre pour l'indépendance du mouvement ouvrier vis-à-vis des arrêts de la Cour européenne, des traités et des directives de l'UE, traités et directives qui remettent en cause les acquis que les travailleurs ont arrachés dans chaque pays.

C'est pour débattre de ces questions et nous organiser, que nous invitons les syndicalistes et les militants du parti socialiste à une 6^e rencontre qui aura lieu le 22 novembre à Berne.

Alexandre Anor (PS Genève)
Jean Claude Cochard (Syndicaliste SEV Vaud)
Michel Gindrat (syndicaliste SSP et PS Neuchâtel)
Miguel Pedrosa (syndicaliste Genève)
Michel Thiébaud (Genève)

Je suis intéressé à participer à la 6^e rencontre et souhaite recevoir les informations.

Nom, prénom

Adresse

Adresse électronique

Téléphone

A retourner à Michel Gindrat, rue de l'Orée 50, 2000 Neuchâtel/ mgindrat@bluewin.ch